

CAUSE COMMUNE

JOURNAL DE LA FÉDÉRATION DES COMMUNISTES LIBERTAIRES DU NORD-EST (NEFAC)

WWW.NEFAC.NET

GRATUIT

NUMÉRO 8, AUTOMNE 2005

Négociations dans le secteur public Le cirque a assez duré!

Rien ne va plus entre le gouvernement et les travailleurs-euses du secteur public. Après deux ans de négociations pour obtenir une nouvelle convention collective et un rattrapage salarial, aucun règlement n'est en vue entre les deux parties. Face à l'intransigeance de l'État, les leaders syndicaux ont tour à tour brandis la menace de grève pour obtenir gain de cause.

Les premiers à sortir, les syndicats indépendants regroupés autour de la CSQ, ont tenté d'obtenir un règlement avant l'été. Pour y arriver, divers moyens de pression furent mis de l'avant, la plupart assez symboliques à l'exception d'une grève prolongée à la Société de l'assurance automobile... grève suspendue cet été dans l'indifférence générale. Le président du SFPQ (1), Michel Sawyer, a préféré parler de "retraite stratégique" pour camoufler l'échec des moyens de pression. À force de faire preuve de retenue, de refuser une lutte directe et généralisée "là où ça fait mal", ces syndicats n'ont pas réussi à construire le rapport de force nécessaire pour faire plier le gouvernement.

La CSN et la FTQ ont pour leur part décidé de faire "front commun" contre le gouvernement Charest à l'automne. Claudette Carbonneau et Henri Massé ont prévenu la population : attendez-vous à un automne chaud! Si depuis le début du mois de septembre, il y a bien eu quelques journées de grève ici et là, on attend toujours l'offensive syndicale promise avec tambours et trompettes.

À la base, l'information ne semble pas circuler. En majorité, les travailleurs-euses sont laissés-e-s dans le



noir le plus complet. Pendant ce temps, les leaders donnent des ultimatums bidons et poursuivent les négos... Mais qu'espèrent-ils obtenir, alors que le gouvernement maintient la ligne dure depuis des mois? Force est de constater que la stratégie syndicale actuelle est vouée à l'échec. Une négociation n'est pas un concours de popularité : elle repose sur la mobilisation et ne peut s'en tenir au symbolique. Tous les moyens permettant de construire un rapport de force réel doivent être utilisés : grève, boycott, ralentissement, action directe, sabotage, etc. Le gouvernement doit savoir que les syndicats sont sérieux, que le cirque a assez duré!

Les syndiqué-e-s du secteur public auraient avantage

à reprendre en main leurs organisations et s'occuper de leurs affaires. Si les directions et les appareils sont en partie responsables de la nullité de la mobilisation actuelle, l'indifférence et l'apathie de la base y est aussi pour quelque chose. Le jour où les syndiqué-e-s cesseront de voir leurs syndicats comme des compagnies d'assurance, ceux-ci cesseront peut-être de les traiter comme des client-e-s! La grève étudiante de l'hiver dernier montre toute la créativité que peut libérer une mobilisation de masse. C'est grâce à leur audace et leur combativité que les étudiant-e-s ont réussi à porter LEUR mouvement aussi loin et à gagner l'appui de la population. Si toutes les revendications n'ont pas été obtenues, la bataille que le mouvement étudiant a mené n'a pas été veine. Une génération entière a pu goûter à la lutte, à la solidarité, à l'autogestion, à la démocratie directe.

Travailleurs et travailleuses qui en avez marre de voir l'affrontement avec le gouvernement libéral reporté aux calendes grecques, vous n'êtes pas seul-e-s. Nous sommes nombreux-nombreuses à souhaiter la même chose que vous. Concrètement, une tonne de moyens existent pour développer un courant combatif à l'intérieur comme à l'extérieur des structures syndicales. **Formons des comités de mobilisation autonomes. Développons la solidarité intersyndicale. Allons à la rencontre des mouvements de sans-emploi, d'étudiant-e-s, de locataires. Brisons les frontières qui nous séparent des autres membres de la classe ouvrière. Et comme le disaient les grévistes étudiant-e-s l'hiver dernier, répandons le même mot d'ordre : "Grève générale, sociale, illimitée" !**

L'OURAGAN KATRINA ET SES RÉPERCUSSIONS

Tragédie après tragédie, le capitalisme nous montre son vrai visage, protégeant les riches et leur richesse et profitant des morts par milliers pour augmenter leurs comptes de millions... L'ouragan Katrina est encore une fois un bel exemple que ce qui compte vraiment n'est pas tant la vie, mais le capital.

Ce désastre s'est produit dans une zone à forts risques d'ouragans et d'inondations, et si le bilan est si désastreux, c'est en très grande partie en raison de l'inaction du gouvernement Américain, pour qui la "sécurité nationale" ressemble bien plus à une chasse aux sorcières qu'à un véritable système de protection...

Après les inondations de 1995 qui avaient tué 6 personnes, le gouvernement Américain avait autorisé un projet ayant pour but de limiter les dégâts en cas de catastrophes naturelles en Louisiane, soit le SELA (Southeast Louisiana Urban Flood Control Project). Toutefois, après 2003, les baisses d'impôts, le coût de la guerre en Irak et les mesures anti-terroristes en général n'ont pas laissé grand argent pour le SELA (1). Que des coupures aient été faites à ce niveau était une grave erreur, car tout

indique que ce programme était d'une stricte nécessité. Dans 9 des 11 dernières années, les ouragans en Atlantique ont été pires que la normale. Mais malgré les demandes, l'argent n'était pas là, et que le Sénat planifiait redonner des fonds au SELA pour 2006 n'a maintenant plus aucune importance.

La réaction des autorités

Quoi que les autorités Américaines auraient eu l'occasion de se reprendre en limitant les dégâts au minimum, ils n'en firent rien. Si un plan d'évacuation existait pour ceux et celles qui avaient une voiture, les moins nantis ont tout simplement été laissés pour compte. Malgré l'ampleur du désastre, ce qui a attiré l'attention des autorités américaines n'est pas tant les personnes en besoin, mais les "pilleurs". Est-ce une surprise que des gens détrempés, assoiffés et affamés prennent les moyens du bord pour survivre? La réponse est assez claire: Au Mississippi et en Nouvelle Orléans, la loi martiale a été décrétée pour protéger la propriété. Quelques jours après l'ouragan, 1500 flics de Nouvelle Orléans se sont fait retirés de leur mission de sauvetage pour s'en prendre aux pilleurs, 300 soldats tout frais d'Irak ont été envoyés avec l'ordre de tirer et tuer

sur d'éventuels pilleurs, Bush a envoyé 22 000 gardes nationaux vers les zones sinistrées pour rétablir l'ordre, etc. Tout cela avant même que des vivres soient envoyés et qu'une mission d'évacuation digne de ce nom ne soit effectuée!

La crise du pétrole

Toutefois, si la tragédie "KATRINA" est aujourd'hui connue mondialement, ce n'est pas tant à cause du malheur des pauvres qui y sont restés, mais plutôt des prix de l'essence, qui ont augmenté dramatiquement suite à la crainte de pénurie que l'ouragan a créée. Au Québec, comme partout dans le monde, ce fut la panique. Pour ceux et celles qui s'outrageaient, il n'y a pas si longtemps, à voir les stations services rajouter de la place pour un chiffre de plus sur leur afficheur, prévoyant dépasser le cap du 1 dollar, les hausses de prix "post-Katrina" ont été tout simplement dramatique.

Le pétrole est un élément central de l'économie. On n'a qu'à se rappeler comment le choc pétrolier de '73 avait amplifié la crise économique pour s'en convaincre. Si au cours des dernières années, le prix du pétrole a été le principal facteur de l'inflation, il est certain que ce n'est pas maintenant qu'il laissera

sa place. En fait, tout dépend, de près ou de loin, du pétrole. Une hausse de pétrole signifie une hausse globale. Et il serait surprenant de voir le prix du pétrole diminuer radicalement. Tant que la guerre en Irak et les tensions au Moyen-Orient continueront, la loi de l'offre et de la demande penchera pour l'offre, surtout que la demande se fait de plus en plus grande mondialement avec le développement de pays surpeuplés. À titre d'exemple, en 2004, la Chine représentait à elle seule 30% de la hausse de consommation mondiale de pétrole...

Le prix du pétrole a rebaisé depuis l'après ouragan mais il reste des plus instables, et si les "discussions" entre les États-Unis et l'Irak devaient dégénérer, on assisterait vite à un autre hausse spectaculaire...

La réaction gouvernementale

Suite aux hausses du prix de l'essence, les gouvernements, autant fédéral que provincial, se sont fait presser de toute part d'agir. Toutes sor-

...Suite en page 3

1: À plusieurs occasions, le Times-Picayune, un quotidien de la région de la Nouvelle Orléans, a mentionné que la guerre en Irak était une raison pour le manque d'argent investi dans le contrôle des ouragans et inondations



L'anarchie de A à Z

« H » COMME HOMOPHOBIE

L'homophobie est l'expression ouvertement haineuse et discriminatoire du contrôle sur la sexualité appliqué à celles et ceux qui, pour une raison ou une autre, préfèrent baiser avec des personnes du même genre sexué qu'elles ou eux.

Gais et lesbiennes, pédés et gouines, butchs et tapettes, peu importe le nom qu'on leur donne, les personnes dites "homosexuelles" ont ceci en commun qu'elles ébranlent le système patriarcal en dissociant radicalement les plaisirs érotiques de la reproduction, et surtout en brouillant les conventions sociales qui prétendent réduire notre commune humanité à des relations soi-disant complémentaires entre de "vraies femmes" subordonnées à de "vrais hommes". Mécanisme de défense du patriarcat contre la dissidence sexuelle, l'homophobie prend mille visages: petites vexations, injures, arrestations, violence physique, meurtre... Ses vecteurs les plus vigoureux et les plus redoutables sont sans doute les organisations de droite et d'extrême-droite, et notamment la plupart des mouvements religieux; à ce titre, l'hystérie fascisante des masses fondamentalistes ne se distingue guère de la bave moralisatrice mollement dégoûtée par la mâle gérontocratie catholique.

Comme toute autre forme d'assassinat de la liberté, l'homophobie devrait apparaître aux anarchistes comme un adversaire à abattre. **En effet, la liberté et l'autogestion ne signifient pas grand-chose si chacun-e n'est pas d'abord libre de disposer de son corps et de gérer son cul.** D'un point de vue libertaire, le seul critère éthique applicable à la sexualité devrait être le plein consentement des partenaires impliqué-e-s, quel qu'en soit le sexe et le nombre. Le fait que le modèle hétérosexuel est le plus répandu ne justifie en rien que les pratiques sexuelles différentes et plus marginales - qu'on peut appeler altersexualités - soient l'objet de préjugés légaux, physiques ou psychologiques. Être hétérosexuel-le, c'est comme être droitier-e: ce n'est pas "normal", c'est simplement commun.

La lutte contre l'homophobie a pris son essor à partir de 1969, lors d'une descente de police à New York dans un lieu de rencontre fréquenté par des personnes dites "homosexuelles", le Stonewall Inn. Pour la première fois dans l'histoire, les client-e-s

menacé-e-s d'arrestation ont riposté aux flics par des jets de pierres et des coups de poing. Il s'en est suivi trois nuits d'émeutes qui sont devenues le symbole de la résistance contre l'oppression envers l'altersexualité. Dès 1970, une manifestation a été organisée à New York pour commémorer les émeutes des Stonewall. Depuis, cette manifestation s'est répétée chaque année, se vidant rapidement de son contenu politique, et a été reprise dans la plupart des grandes villes occidentales sous la forme d'un grand carnaval commercial: le Gay Pride Day.

Hélas, au lieu de réaliser son potentiel subversif, le mouvement de revendications issu des émeutes de Stonewall a pris un caractère réformiste et petit-bourgeois. Dans sa presque totalité, le mouvement de libération gai s'est borné à réclamer l'égalité à l'intérieur de l'État capitaliste sans remettre en question les fondements de celui-ci. Deux des principales revendications du mouvement gai sont d'ailleurs profondément inquiétantes: le droit au mariage, qui sanctionne l'encadrement juridique des relations affectives par l'État, et le droit à la carrière militaire, qui cautionne la violence étatique organisée. Certes, le mariage est un cabot édenté qui ne mord plus qu'avec un râtelier emprunté à la déesse Consommation, mais on s'étonne de voir le mouvement gai se soumettre à la logique du massacre érigée en système autoritaire, au nom de la défense de la patrie.

La montée du mouvement de libération gai se manifeste aussi par la multiplication d'une foule de commerces spécialisés qui carburent au profit et à la concurrence, exactement comme n'importe qu'elles autres entreprises capitalistes. La communauté gaie est de toute évidence un marché avant d'être une communauté. Inévitablement, ce marché engendre à son tour son lot d'inégalités. Qui dit "marché" dit aussi "consommateurs". C'est pourquoi le milieu gai est avant tout un monde d'hommes blancs aux revenus confortables, capables de payer les divertissements et les marchandises dont le système d'échange tient lieu de relations communautaires. De surcroît, l'imaginaire érotique qui sous-tend ce système d'échange fonctionne en idéalisant un modèle de beauté particulier: le jeune mec blanc, bien baraqué, bronzé et soigneusement coiffé, fringué à la dernière

mode. Quiconque s'éloigne de ce modèle se trouve marginalisé par une pseudo-normalité homosexuelle aussi aliénante que la pseudo-normalité hétérosexuelle. Dehors les pauvres, dehors les vieux, les gras-souillards et les gringalets, dehors les femmes...

Dans une perspective anarchiste, il va sans dire que la lutte contre l'homophobie ne saurait se réduire à une quête de tolérance acquise au prix d'une adaptation à la société capitaliste. Pour sortir du fade réformisme dans lequel le mouvement de libération gai s'est enfermé, il faut voir la lutte contre l'homophobie non pas comme un but qui se suffit à lui-même, mais plutôt comme un des aspects d'un combat radical contre le patriarcat. Le véritable enjeu de la lutte contre l'homophobie, c'est la destruction des catégories identitaires qui répartissent l'humanité de part et d'autre de frontières dont la seule fonction est de maintenir un système de domination et de privilèges: hommes/femmes, hétérosexuel-le-s/homosexuel-le-s, normal-e-s/déviant-e-s. Aussi pernicieuses que les frontières nationales, ces frontières sexuelles aplatissent la liberté en l'asservissant à des stéréotypes étriqués, et elles sèment la division à l'intérieur de la classe ouvrière en dressant les prolétaires les un-e-s contre les autres au nom d'une morale rétrograde et déshumanisante.

Heureusement, nous sommes loin de l'époque où Emma Goldman créait un malaise chez ses camarades anarchistes en parlant favorablement de l'homosexualité dans ses conférences. Dans la foulée de mouvements des années '70 comme le Front homosexuel d'action révolutionnaire et les Gouines rouges, et sous l'élan de la critique du patriarcat formulée par les féministes radicales, la lutte contre l'homophobie s'est installée dans la conscience politique des anarchistes, comme en témoigne l'émergence récente des Pink Blocks et des Panthères roses. Cependant, il faut aussi reconnaître que, dans nos actions et nos discussions, le combat contre le patriarcat et l'homophobie passe souvent au second plan, derrière des objectifs apparemment plus importants, comme la destruction du capital et l'abolition de l'État. C'est dommage, car on affaiblit ainsi un formidable

CAUSE COMMUNE

Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 3000 exemplaire de ce journal sont distribué gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. Cause commune se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de vous.

Abonnement de soutien, 20\$ pour un an

Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»

Collectif anarchiste La Nuit
a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O.,
Québec (Qc), G1K 1J0



La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Contacts:

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefaquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
St-Georges : st-georges@nefac.net

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre nouvelle liste de diffusion «info@nefac.net». Il s'agit d'une liste électronique relativement «légère» (pas plus de 8 courriels par semaine) sur laquelle nous diffusons communiqués, articles et annonces d'événements publics. C'est gratuit! Pour vous abonner, écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

L'INSOUMISE
Librairie Anarchiste

2033, St-Laurent, Montréal

Pour nous joindre : 514-313-3489

Lutte des classes

Anarchisme

Écologie

Féminisme

KATRINA (suite de la page 1)

tes de solutions ont été rejetées du revers de la main, les unes après les autres par ces deux gouvernements.

Plusieurs partis à l'opposition ont dénoncé l'argent que se fait le gouvernement avec les taxes. Quoi qu'il soit vrai que ces sommes soient assez élevées, la solution ne semble pas être là. Dans une étude menée par la CSN (2), une référence est faite à une baisse de taxe au Nouveau-Brunswick, qui n'avait pas atteint les objectifs souhaités...

...En 1992, le gouvernement du N.B. avait baissé de 2¢ la taxe provinciale à la consommation de pétrole et avait dû se rendre compte que ce n'est pas vraiment les consommateurs qui en avaient profitée, mais les marchés pétroliers, dont les augmentations avaient en grande partie couvert ce 2¢. Nous en conviendrons donc que nous n'avons aucun intérêt à enlever l'argent au gouvernement pour la redonner aux pétrolières, et pour cette raison, cette solution ne nous semble pas viable.

La réaction du provincial n'a pas été différente de ce en quoi on s'attendait. Comme la crise est mondiale, le gouvernement ne peut rien faire provincialement : "il faut composer avec ça", nous répond Charest. Tout en écartant l'idée d'une diminution des taxes, il y va de ses propres "propositions", qui ressemblent bien plus à des suggestions. Il propose d'économiser l'énergie, d'utiliser les transports en commun... M. Audet nous témoigne des mesures envisagées pour réduire la consommation, comme, à long terme, favoriser l'achat de véhicule hybride (2). Mais dans tous les cas, aucune solution concrète n'a été proposée.

Du côté du fédéral, c'est aussi l'inaction. Selon Jean Lapierre, ministre des transports, le Bureau de la concurrence a étudié le dossier plusieurs fois dans le passé et n'a pas "trouvé de preuve soutenant une collusion entre pétrolières pour fixer le prix".

Quoi qu'à moyen et à long terme, les solutions idéales aux prix du pétrole sont du côté du développement du transport en commun et des voitures écologiques, la solution immédiate qui fait le plus de sens nous vient de Frederick Quintal, porte parole de "l'essence à juste prix". Il propose que le gouvernement agisse en mettant un prix maximum pour l'essence. Selon lui, le gouvernement a les moyens de le faire, en vertu de l'article 68, qui stipule que le Québec peut déterminer par décret le prix maximum auquel peut être vendu ou distribué un produit pétrolier quand l'intérêt public l'exige.

Qui paie ces hausses?

Si on n'a aucun mal à s'imaginer les profits que ces hausses engendrent au marché pétrolier, en aucun cas n'avons-nous vu mention d'une hausse de salaire pour les quelques centaines de milliers de travailleurs/travailleuses (3) employés dans le milieu pétrolier au Canada, ni pour tous les autres dans le reste du monde... À nulle part on ne peut voir la classe ouvrière profiter de ces hausses, mais on peut très bien voir qu'elle en subit les effets.

Les plus touchés par la crise sont évidemment ceux et celles dont le travail est directement lié au pétrole. Pour ces travailleurs-euse-s, le gouvernement Charest a mentionné évaluer des mesures d'aide, craignant probablement un autre révolte chez les camionneurs, mais est-il

nécessaire de mentionner que ces mesures se font encore attendre?

Quoi qu'il soit vrai que certaines catégories de travailleurs soient plus touchés que d'autres, il serait bon de noter que le travail de tous est lié au pétrole, ne serait-ce que pour s'y rendre, et que c'est encore une fois les plus pauvres qui doivent se serrer la ceinture, spécialement en région, où il n'y a pas toujours de transport en commun et où les distances à parcourir sont généralement plus longues. De leur côté, les riches peuvent très bien s'accommoder de ces hausses de prix. Le gouvernement travaille pour les riches, alors force est de constater que tant que la pression ne sera pas assez forte, on sera chanceux si on réussit à ramasser quelques miettes, à moins que la pression devienne assez forte.

Sur le plan écologique

Les hausses du prix de l'essence et les raisons de ces hausses ont ramené le débat écologique encore plus fortement sur la table. En fait, un expert scientifique du gouvernement britannique, David King, nous avise que le réchauffement de la planète pourrait être responsable de l'ouragan Katrina: "on sait depuis 1987 que l'intensité des ouragans est liée à la température de la surface de la mer et nous savons que, au fil des 15 à 20 dernières années, la température à la surface de la mer dans ces régions a augmenté de plus d'un demi degré centigrade". Même l'administration de Bush a admis qu'il y avait peut-être un lien avec le réchauffement climatique.

Cet ouragan qui aurait eu pour cause la pollution, a aussi pour effet la pollution. À lui seul, le pétrole déversé en raison de l'ouragan est déjà assez alarmant, et cela est sans compter tous les autres déchets chimiques qui ont été perdus, et l'énergie et les ressources qui seront nécessaires pour reconstruire. De plus, qui sait si l'instabilité prix du pétrole ne donnera pas un gain au nucléaire?

Pendant que les environmentalistes de droite continuent à implorer la modération et de plus grandes hausses des prix pour inciter à cette modération, les nécessités actuelles implorent des solutions tout autres!

L'idée qu'une hausse des prix rendra la voie écologique plus profitable ne tient pas compte des faits. Le prix du pétrole a plus que doublé depuis '99 et sa consommation n'a pas pour autant diminué. Bien avant les voitures hybrides et les sources d'énergie écologique, il ne faut pas oublier qu'il y a le diesel... Sans nier l'importance des petits gestes que l'on peut tous poser, un problème social doit se régler socialement, et non seulement par l'action individuelle des consommateurs. Tant que nous ne serons pas capables d'exiger un transport public accessible et de qualité partout, le transport en commun ne sera pas une alternative réelle à la conduite automobile et la hausse des prix de l'essence n'y changera rien...

De plus, cette vision de réduction de la pollution par la modération des consommateurs est une courte vue. La majorité de la pollution est créée, non pas par les consommateurs, mais par l'industrie. Il ne serait pas exagéré d'ajouter en plus que la majorité de la pollution qu'on attribue aux consommateurs est le fait de l'avarice de l'industrie. Si le pétrole domine en matière d'énergie, ce n'est pas parcequ'il en est la meilleure source, mais parce que quelques-uns en profitent, si les objets

UNE HONTE!

"Dénonciation syndicale de l'insalubrité d'une prison sans un mots sur les conditions de détention"

Le 2 septembre dernier, 140 métallos (FTQ) manifestaient à Laval contre les problèmes de santé induit par l'insalubrité de leur lieu de travail et surtout contre l'inaction de leur patron. Il paraît que ça fait un an que le syndicat a déposé des plaintes, le lieu a même été fermé un temps pour cause d'insalubrité. Le syndicat a identifié une liste impressionnante de problèmes rencontrés: "nous observons des risques biologiques comme la qualité de l'air avec des champignons, des moisissures, des maladies comme le tétanos, le SRAS, la tuberculose, l'hépatite B, le risque de contact avec le sang".

Le problème c'est que les métallos en question ne travaillent pas n'importe où. Ce sont des membres du Corp canadien des commissionnaires à l'emploi de l'Agence des services frontaliers canadiens. Autrement dit des screws, des gardien-ne-s dans la seule prison de Citoyenneté et immigration Canada au Québec (l'ex. Centre de prévention Immigration Canada (CPI) à Laval).

Ce qui est dégeulasse c'est que dans toute sa splendeur corporatiste, le syndicat ne touche pas un mot dans son communiqué des gens les plus concernés par ces conditions insalubres: les immigrant-e-s incarcéré-e-s sur place. La seule fois où l'on parle des prisonnier-e-s c'est pour en faire un risque "à l'intégrité physique et psychologique" des gardien-ne-s. Le syndicat écrit: "ces travailleuses et ces travailleurs travaillent dans des situations à risque lors d'interventions physiques comme le transport des prévenus, lors de saisies auprès de prévenus possédant des substances illégales, lors de la surveillance de ces derniers lorsqu'ils usent de menaces physiques et verbales et d'intimidations ou qui possèdent des armes artisanales comme des lames de rasoir cachées, des ciseaux ou autres. La situation est à haut risque."

Le message lancé est clair: les immigrant-e-s illégaux sont la lie de la société, vecteurs de maladies et potentiellement dangereux, des bêtes féroces en somme. Or, qui sont les prisonnier-e-s de l'Agence des services frontaliers canadiens? Ils sont en moyenne 2000 à passer par année dans cette prison. Des hommes, des femmes et des enfants qui ont eu le malheur d'être sans-papiers et pauvres dans un pays riche. La plupart sont en attente pour le statu de réfugié, à

peu près 20% seront déportés, les autres seront relâché ou transféré ailleurs après sept à treize jours de détention (en moyenne). L'immense majorité ne sont pas dangereux, quoi qu'en disent les gardien-ne-s. En effet, l'Agence à la possibilité d'envoyer les "criminels" dans de "vraies" prisons, ce qu'elle fait avec 20% des personnes qu'elle place en détention dans la province.

Incapable de voir plus loin que le bout de son corporatisme, de faire preuve de la moindre humanité et d'un peu de compassion, l'action de la section locale composée 8922 du Syndicat des Métallos (FTQ) est une vraie honte pour le mouvement syndical. Ça aurait été quoi de dénoncer Citoyenneté et immigration Canada pour les conditions de détention dans lesquelles l'Agence maintient les immigrant-e-s illégaux? Si la situation pose des problèmes de santé à ceux et celles qui quittent les lieux après leur quart de travail, imaginez pour ceux et celles qui sont pognés 24h sur 24h en attente d'une éventuelle déportation.

Et que penser de Citoyenneté et immigration Canada qui disait, pour justifier dans un reportage à LCN la dépense de 6 millions \$ par année que représente cette prison, "qu'il s'agit là du prix à payer pour avoir un système sécuritaire qui respecte les droits des détenus"... La barbarie made in Canada c'est, entre autre, de dépenser 6 millions \$ par année pour terroriser des milliers d'illégaux qui bossent dans les fond de cales de l'économie montréalaise. Et à ce prix là, le gouvernement n'est même pas capable d'avoir une prison salubre! Dire que si on laissait circuler les personnes aussi librement que les

La principale cause de la pollution est la culture du profit. Plusieurs alternatives existent quant à la production de manière écologique, mais n'étant pas aussi rentable, elles sont plus souvent qu'autrement ignorées. Une production selon les besoins, et non pour le profit, est donc un préalable à toute solution environnementale durable. Cela ne signifie pas que rien ne doit être fait en attendant que la production se fasse selon les besoins, mais que l'on doit garder cette réalité en tête.

Des alternatives doivent être proposées dès maintenant, mais elles ne doivent pas faire en sorte que ce soient les travailleurs ou les consommateurs qui en paient les frais. Elles doivent tenir compte de tous ceux et celles qui seront touchés par les changements proposés. Pour en arriver là, les nécessités écologiques doivent faire partie des mouvements ouvriers, étudiants, etc., et les perspectives de classes doivent faire partie des mouvements écologiques.

Ce n'est qu'à ceux et celles qui créent et profitent de la situation actuelle de payer les frais de son changement.

L'écologie prétend vouloir libérer la nature, mais semble souvent oublier que l'humain en fait partie, et ses solutions sont souvent rétrogrades dans ce sens. Tant que l'humain fera partie de la nature, un mouvement écologique qui n'aura pas pour but de le libérer aussi sera voué à l'échec. Le combat pour l'écologie doit avoir pour base une idée très simple et généralement bien comprise : "un environnement sain n'a pas plus d'utilité pour l'esclave que la liberté n'a d'intérêt dans un environnement non vivable".

1: Le prix de l'essence et ses effets sur l'économie du Québec (4 septembre 2001)

2: La réinstauration des frais d'immatriculations pour les hybrides, qui avait été abolie au début du mandat libéral
3: Tout au long de ce texte, les mots "classe ouvrière" ou "travailleurs" sont utilisés dans leur sens large. Ils incluent donc non seulement les salariés, mais aussi les étudiants (travail intellectuel), les travailleurs sans emploi, les mères à la maison, etc.

Chronique syndicale SUR LES LIGNES

FRAPPER VITE ET FORT.

La menace très concrète d'une grève générale au plus fort de la saison touristique aura été suffisante pour faire plier les tauliers de l'hôtellerie. Tous, sauf ceux du Plaza Métro-Centre et de l'Omni au centre-ville qui ont forcé un affrontement avec leurs employé-e-s. Les patrons du Plaza Métro-Centre ont pliés après trois semaines de grève (et un rapport condamnant l'utilisation de scabs) mais ceux de l'Omni ont fait durer la grève 9 semaines avant de se rendre face à la détermination des syndiqué-e-s. Devant l'intransigeance patronale, les syndicalistes révolutionnaires du Réseau de solidarité des travailleuses ont menés plusieurs actions de soutien.

Ailleurs en province la partie se joue grosso-modo comme à Montréal. Sauf au Manoir Richelieu où une grève générale des 130 syndiquéEs CSN est en court. Très combatif, les syndiqué-e-s de l'hôtel ont répondu par une grève sur le tas aux brimades de la direction qui interdisait des moyens de pression banal (port de t-shirt, macaron, etc.). La grève risque d'être longue, puisqu'il y a un rattrapage salarial énorme à faire dans cet hôtel longtemps syndiqué aux TUAC (FTQ). Pour un même travail, l'écart est en effet de 5,15\$ de l'heure entre le Manoir Richelieu et un hôtel de même catégorie et de la même chaîne à Montréal.

La négociation coordonnée dans l'hôtellerie s'avère une fois plus très

payante pour les syndiqué-e-s. Outre des augmentations de salaire substantielles (11,5% sur 3 ans), les syndiqué-e-s sont allée chercher une prime intéressante pour les départs à la retraite (jusqu'à 8 000\$ dépendant de l'ancienneté) et la possibilité d'une réduction du temps de travail pour les plus vieux salarié-e-s. De plus, les syndiqué-e-s ont repoussée l'introduction d'une échelle de salaire qui aurait eu pour effet de faire payer les augmentations par les nouveaux employé-e-s (les syndiqué-e-s tiennent mordicus au principe "à travail égal, salaire égal" peut importe l'ancienneté). Voilà la preuve formelle que l'industrie du service n'est pas condamné à des conditions minables pour peu qu'on daigne y développer un syndicalisme combatif.

QUELLE EST LA QUESTION?

Les fabricants d'opinion publique ont travaillé dur dans l'espoir de retourner la population contre les syndiqué-e-s du secteur public. Sondages, caricatures, éditoriaux, chroniques, reportages tronqués, rien n'a été épargné pour soulever les masses contre les "salauds de privilégiés qui les tiennent en otage". Une fois la poussière retombée, il faut retenir que malgré la propagande "les québécois-es" sympathisent avec les revendications des syndiqué-e-s du secteur public mais désapprouvent le recours aux moyens de pression, surtout la grève. On a quand même fait des progrès... Il est maintenant admis que les salarié-e-s puissent avoir des revendications et

désirer améliorer leur sort. Prochaine étape: réhabiliter l'idée de rapport de force et faire comprendre "aux gens" que sans moyens de pression, incluant la grève, on n'obtient jamais rien.

UNE QUESTION DE GENRE...

L'imagerie entourant les négociations dans le secteur public ne reflète vraiment pas la réalité. Encore récemment le Journal de Québec y allait d'une caricature représentant deux matamores --la CSN et la FTQ-- taxant des gamins --le gouvernement-- dans une cour d'école. Pourtant, deux salariés sur trois du secteur public sont des travailleuses. Et si le mépris affiché pour ces travailleuses et leurs revendications venait surtout de leur genre? Messieurs les chroniqueurs, c'est si gênant que ça des femmes gagnant relativement bien leur vie?

OÙ EST LE MINISTRE QUAND ON A BESOIN DE LUI?

Deux collègues privés de la grande région de Montréal ont préférés mettre en danger la rentrée scolaire plutôt que de s'entendre avec leurs enseignant-e-s. Il s'agit du collège Saint-Sacrement et du collège Saint-Paul, tous deux en lock-out à la date prévue de la rentrée. À notre connaissance, les directions de ses deux collèges n'ont pas été publiquement accusé de prise d'otage et n'ont pas non plus été interpellé sur leur sens des responsabilités par le ministre de l'éducation. Heureusement, les parents s'en sont chargés. Une assemblée d'information a tourné au vinaigre



La Page Noire est un centre de diffusion et d'information auto-géré. Elle souhaite offrir de la littérature pour aider au développement d'alternatives face au capitalisme et au contrôle de l'État sur nos vies. Une large bibliothèque de près d'un millier d'ouvrages est ainsi mise gratuitement à votre disposition. Un service de librairie est assuré par la vente de dizaines de livres, brochures, revues, disques, films et documentaires engagés.

Coordonnées

412, 3e Avenue
Québec (Québec) G1L 2W1
Tél. : 418.648.8043
Courriel :
lapagenoire@propagande.org
Site web:
lapagenoire.propagande.org

**Ouvert tous les jours
de 12h à 17h**

pour le directeur du collège Saint-Paul et une entente "providentielle" est intervenue dans les jours suivants avec le syndicat des profs. Quant au collège Saint-Sacrement, les négociations auraient reprises, sous la pression des parents, au moment d'écrire ces lignes.

Au moment d'écrire ces lignes (16 sep-

Les anti-choix se réunissent à Montréal : Avortons leur congrès!

Du 17 au 19 novembre prochain, la droite religieuse québécoise et canadienne se donne rendez-vous à l'Oratoire Saint-Joseph de Montréal à l'occasion du congrès "La vie et la famille : source d'espérance".

Derrière ce titre ronflant, le groupe anti-choix "Campagne Québec-Vie" souhaite remobili-

ser ses troupes pour une nouvelle croisade contre le droit des femmes à disposer librement de leur corps. Farouchement opposés à toute forme d'avortement, les organisateurs de la rencontre ont invité une brochette d'invité-e-s, tous/toutes plus réactionnaires les un-e-s que les autres. Personne ne sera surpris de constater la présence du clergé catholique, mais aussi d'une panoplie d'autres groupes religieux fondamentalistes. Plusieurs politiciens, dont l'ancien chef du Reform Party Stockwell Day et l'aspirant-chef du Parti Québécois Ghislain Lebel, seront également de la partie. Face à cette nouvelle offensive des ultra-conservateurs, une coalition s'est récemment formée à Montréal avec pour objectif de s'opposer

au discours foncièrement patriarcal des anti-choix. La coalition "Avortons leur congrès" invite la population à deux actions très importantes. **Le jeudi 17 novembre, elle organise un "comité d'accueil festif" pour lancer un message clair aux congressistes** : "Notre vie nous appartient: y'a pas un curé, un-e député-e, un-e médecin, un-e patron-ne, des parents, un-e partenaire ou qui que ce soit qui vont nous dicter quoi faire". Rendez-vous à 18h00 au métro Côte-des-Neiges. **Le samedi 19 novembre, la coalition organise une marche, suivit d'un grand rassemblement populaire. Rendez-vous à 12h00 au parc Jean-Brillant (métro Côte-des-Neiges).** Contre la remontée des idées de droite dans la société québécoise, pour le droit à l'avortement libre et gratuit: **avortons leur congrès !**

Pour plus d'information

LE RIDICULE NE TUE PAS!

Le délire de Falardeau

Après avoir dénoncé à quelques reprises les liens unissant Pierre Falardeau au Mouvement de Libération National du Québec (MLNQ), nous avons eu l'honneur d'attirer l'attention du célèbre cinéaste. Celui-ci nous a laissé une petite dédicace dans les journaux "Le Couac" et "Le Québécois". Son article est en fait une réponse au numéro 4 de la revue "Ruptures", portant sur l'extrême droite au Québec. Nous y dénonçons le caractère raciste et xénophobe des prises de position du MLNQ, tout particulièrement celles de son Chef, Raymond Villeneuve. Faisant preuve d'une hystérie jusqu'alors sans précédent, Falardeau nous démontre en 2 pages qu'à défaut d'être capable de faire une analyse sérieuse d'un sujet, il est en mesure de récupérer quelques mots dans un texte pour les rapiécer et nous faire dire ce qu'il veut... Pour Falardeau, si l'on dénonce ses liens avec le MLNQ et que l'on parle dans le même texte, quoi que 2 paragraphes plus loin (!!!), des liens entre le MLNQ et un groupe de "boneheads" (1), c'est que l'on traite (évidement!) Falardeau de bonehead aussi!

Selon Falardeau, les membres de la NEFAC au Québec ne sont que des pions que de méchants anarchistes américains seraient venus évangéliser. Pire, des provocateurs de la police montée! D'après Falardeau, si l'on critique le nationalisme ethnique et qu'on est Québécois-e-s, on est nécessairement un traître, un "agent du fédéral". Mais au delà des calomnies, Falardeau prouve une fois de plus qu'il prend ses lecteurs /lectrices pour des con-ne-s. Nous vous laissons le loisir d'en juger par vous mêmes en laissant un lien internet vers les textes dont il est ici question. Après tout, ces quelques lignes étaient peut-être déjà trop pour traiter des délires d'une célébrité...

Texte de la NEFAC :
<http://makhno.nefac.net/node/1258>

Réponse de Falardeau:
<http://www.lequebecois.org/utilisateur/documents/journalQ.pdf>

(1) nazis au crâne rasé



Logo de la coalition "Avortons leur congrès"